

Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 02/03/2023

Introduction

MICHAUD est un industriel français fabricant de matériel électrique, présentant une offre de matériels nécessaires à la mise en œuvre de la solution Réseau Public de Distribution.

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

Concernant la puissance demandée, la proposition formulée est de retenir la valeur correspondant au palier technique le plus proche, soit 9 kVA pour un raccordement de 7,4 kVA.

Il ne nous semble pas cohérent de prendre 9 kVA pour le calcul de la puissance demandée et 6 kVA pour le calcul de la puissance totale de l'infrastructure, cela conduit à un surenchérissement artificiel de la contribution mise à la charge des propriétaires.

La puissance la plus commune des bornes de recharge en copropriété étant 7,4 kW, il nous paraîtrait plus pertinent de retenir 7,4 kVA dans les 2 cas.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Nous n'avons pas d'avis sur cette question.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Le coefficient de 0,4 nous semble pertinent compte-tenu des données actuelles. Il pourrait être réévalué au cours du temps en fonction du retour d'expérience mais mettre en place des coefficients décroissants entraînerait une complexité qui ne nous paraît pas nécessaire à ce stade.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

La méthode d'obtention des seuils est cohérente, en revanche nous sommes très surpris de la moyenne des coûts obtenue dans les affaires en parkings intérieurs prises en compte dans le calcul. Ces chiffres nous paraissent singulièrement plus élevés que notre expérience. Nous sommes ici sur un coût moyen par place de 276 € après réfaction, alors que la réalité est pour nous plus proche de 150 €. Cela nous amène à estimer que les 34 affaires

prises en comptes dans le calcul ne sont probablement pas représentatives.

Le fait de ne pas dissocier les parkings intérieurs et extérieurs peut être incitatif pour les parkings extérieurs, mais la valeur de la contribution obtenue ne doit pas être telle que le recours au décret soit dissuasif pour les parkings intérieurs.

Nous précisons également que la mise en place d'un système de pilotage de la recharge est un élément favorable pour réduire le coût de l'infrastructure collective. Il pourrait être opportun de le mentionner. En outre, il existe aujourd'hui des solutions techniques pour réaliser ce pilotage dans le cadre d'une infrastructure Réseau Public de Distribution, contrairement à ce que le schéma 4 de l'introduction évoque.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

Les niveaux des seuils obtenus nous paraissent trop élevés, du fait de notre réponse à la question 4.

Le seuil le plus problématique est le prix plancher. En l'état, il introduit une distorsion concurrentielle forte entre les industriels de la colonne horizontale et ceux des solutions NF C15-100.

Cela est d'autant plus vrai que le calcul a été réalisé sans tenir compte des innovations possibles (et actuellement déjà en cours) pour réduire le coût de la colonne horizontale.

Enfin, à l'heure d'une nécessaire sobriété, nous rappelons qu'avec pilotage, le Total Cost Owner d'une colonne horizontale est plus faible qu'une distribution en étoile NF C15-100.

Cela permet une moindre utilisation de matériaux dont les ressources poseront rapidement problème.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

Il ne nous semble pas opportun de majorer ces seuils, en tout cas pas dans ces proportions. Si la moyenne des coûts des GRD est 10 % supérieure à celle d'Enedis, il ne nous semble pas approprié de majorer les seuils de 10 % sachant que les autres GRD ne représentent qu'une part faible des clients totaux.

Question 7 : Êtes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Oui.

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

Oui.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

Cela nous paraît pertinent, avec le même délai de 6 mois.

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

Non.